



Conseil économique et social

Distr. générale
9 décembre 2013
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-huitième session

10-21 mars 2014

**Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la session extraordinaire
de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes
en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement
et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation des objectifs
stratégiques, mesures à prendre dans les domaines
critiques et nouvelles mesures et initiatives**

Déclaration présentée par la Fédération mondiale des organisations de femmes ukrainiennes, une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

Dans toutes les régions du monde, y compris dans la région qui comprend les pays de l'ex-Union soviétique, les récentes crises économiques ont eu des conséquences socioéconomiques disproportionnées sur les femmes, produisant un besoin pressant pour l'État de réaffirmer ses engagements à mettre en œuvre de façon effective les lois et politiques soutenant l'égalité des sexes et visant à protéger les droits fondamentaux des filles et des femmes de tout âge, en même temps que ceux des hommes et des garçons. Toutefois, même lorsque des instruments juridiques adéquats ont été ratifiés ou sont en cours de ratification, l'application, la mise en œuvre et le respect des lois et des politiques, de même que la culture de la compréhension par le public de l'importance des objectifs de l'égalité des sexes, font encore cruellement défaut.

Nous demandons, notamment, la reconnaissance des circonstances exceptionnelles qui touchent la région postsoviétique, où l'évolution actuelle vers l'égalité des sexes est activement compromise par la progression de nouveaux mouvements antiféministes et hostiles à l'égalité des sexes. Ces mouvements sont tellement répandus et envahissants qu'ils pourraient bien menacer la réalisation entière des Objectifs du Millénaire pour le développement. La forte désinformation constitue l'une des principales stratégies de ces mouvements qui proclament que l'égalité des sexes dans les sphères de l'éducation, de l'emploi, de la santé et de la justice est étrangère à la culture traditionnelle, en conflit avec les valeurs religieuses et détruirait la famille.

Pour combattre cette tendance alarmante, nous demandons aux États de mettre au point des stratégies engagées englobant les approches juridique, pédagogique et médiatique. Nous invitons les États à inculper, exposer et poursuivre les personnes qui harcèlent les hommes et les femmes qui œuvrent en faveur de l'égalité des sexes; à identifier les mouvements contre l'égalité des sexes et à informer à leur sujet; à exiger un soutien financier transparent qui permette l'identification immédiate de ces mouvements et révèle leurs sources de financement lorsqu'ils utilisent des espaces publics, tels que les campus d'universités, pour diffuser l'information; de combattre la désinformation du mouvement contre l'égalité des sexes par l'éducation, les médias et des forums de discussion publics qui aideraient à poser clairement l'égalité des sexes comme fondement du développement économique et social.

Dans toute la région postsoviétique, les femmes endossent une part plus grande de responsabilité sociale que les hommes, apportant leurs soins aux membres de la famille et de la communauté, tout en participant à des activités professionnelles et éducatives. Même si elles accèdent généralement à l'enseignement primaire, secondaire et même universitaire, elles sont largement surpassées en nombre par les hommes dans les filières de la technologie, des mathématiques et de la science, lesquelles sont nécessaires dans les domaines dans lesquels l'emploi est élevé. En outre, il existe un fossé prononcé entre l'éducation et l'emploi : dans toute la région, les femmes gagnent bien moins que les hommes, même dans les secteurs où la main-d'œuvre féminine prédomine, parce que les hommes sont surreprésentés aux postes de direction dans ces secteurs. Généralement, les femmes ne sont pas recrutées ou promues sous prétexte qu'elles doivent s'occuper des enfants ou des personnes âgées, quelle que soit leur situation personnelle. Dans toute la région, le revenu des femmes provient en grande partie de

sources autres que le travail (pensions, allocations), contrairement au revenu des hommes tiré d'un emploi. Les femmes chefs d'entreprise réalisent généralement un tiers du revenu de leurs homologues masculins; les travailleuses indépendantes reçoivent moins de la moitié du salaire des hommes dans des circonstances similaires. Dans l'ensemble de la région, les femmes sont encore largement sous-représentées dans les organes de décision des lieux de pouvoir tels que le gouvernement, les entreprises et les institutions civiques influentes. Les comportements sexistes traditionnels et stéréotypés ancrés se retrouvent dans toutes ces situations. Les mouvements antiféministes et contre l'égalité des sexes renforcent les clichés néfastes.

Les nouveaux mouvements qui œuvrent contre l'égalité des sexes affectent plusieurs sociétés à travers la région, mais l'Ukraine est probablement le pays le plus gravement touché actuellement. Le mouvement dénommé « STOPGender! » est de plus en plus actif, répandu et bien financé; il touche plusieurs sphères de la société ukrainienne, y compris les communautés religieuses, estudiantines et rurales. Ce mouvement se nourrit de l'ignorance des gens quant au but et à la signification de l'égalité des sexes. Volontairement, il informe mal et désinforme au sujet du sexe, de la problématique hommes-femmes, des identités et de la sexualité; il confond l'égalité des sexes avec l'homosexualité et émet des allégations non fondées sur les conséquences de l'égalité des sexes, alléguant qu'elle conduirait au génocide démographique et spirituel de la nation.

Lors d'une audience sur l'égalité des sexes, tenue au Parlement ukrainien le 16 octobre 2013, le président de la sous-commission sur l'égalité des sexes a noté que ce mouvement activait « avec le consentement implicite des autorités de l'État et manipul[ait] l'opinion publique. Certains cercles politiques ... que je peux seulement qualifier de "cinquième colonne" ... ont réuni en une seule des branches de du discours populiste sur la préservation de la famille traditionnelle ... encourageant des slogans contre l'égalité des sexes, manipulant la conscience du public, trompant et effrayant les populations ». Selon l'orateur, le mouvement contre l'égalité des sexes est une tentative visant à discréditer l'intégration et les valeurs européennes concernant les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. Cette situation est regrettable, a-t-il conclu, parce que « ce sont précisément ces valeurs qui manquent tant à la société ukrainienne moderne. Par conséquent, aujourd'hui, l'avenir de l'Ukraine dépend de la pleine compréhension que nous avons de la situation actuelle des femmes et de notre avenir commun en tant qu'êtres humains ».

Des progrès tangibles, mais encore inégaux ont été réalisés vers l'accomplissement des Objectifs du millénaire pour le développement dans les pays de la région postsoviétique. Toutefois, les solides mouvements sexistes des dernières années sont capables de troubler les consciences et d'enflammer le comportement du public au point de menacer la réalisation et le maintien de ces objectifs.

Cette tendance alarmante doit être reconnue, contrecarrée, isolée et diminuée. Le devoir de mettre un terme à cette dérive ne doit pas reposer sur les seules épaules d'organisations non gouvernementales ou d'individus. Nous demandons que les États engagent des stratégies impliquant des approches juridique, pédagogique et médiatique. Les États doivent réviser leurs lois afin de garantir une conceptualisation et une pratique constantes des approches concernant la problématique de genre. Nous demandons avec insistance une analyse attentive des sources de la désinformation sur la signification et les conséquences de l'égalité des

sexes et les canaux par lesquels elle se répand. Nous exhortons à faire acte de transparence dans la révélation des sources de financement de ces mouvements. Nous appelons à une stratégie axée sur l'éducation à laquelle tous les secteurs de l'appareil de l'État et de la société civile, y compris les dirigeants religieux, culturels et commerciaux, participeraient, dans un climat de discussion ouverte, rationnelle et respectueuse sur les stéréotypes néfastes, de façon à ce que l'acceptation et la pratique d'un traitement égal et d'un choix égal deviennent la norme naturelle.
